



Sommaire

Avenir du franc CFA

Débat de fonds à Abidjan p4

BEAC

Défi de taille pour Mahamat Tollu p5

Développement minier

BGFI Investment Banking prête à y contribuer p6

Coopération dans les TIC et la poste

Entente entre Tunis et Libreville p7

Tourisme

Les Marocains intéressés par le Gabon p8

**Seconde phase du
Dialogue politique**

**Calendrier
élaboré** p.2



Seconde phase du Dialogue politique

Calendrier élaboré

Publié le 19 avril 2017
www.ledefigabon.com

Le 18 avril 2017, une plénière s'est tenue en début de soirée entre la Majorité et l'Opposition. L'ordre du jour portait sur l'élaboration du calendrier des travaux du Dialogue Politique, la mise en place des commissions thématiques et l'organisation des relations avec la presse.

Bien avant, chaque camp, Majorité et Opposition se sont retrouvés pour définir le canevas de travail. Le bureau du Dialogue politique s'est par la suite réuni en dernier ressort pour déterminer la méthodologie de travail pour l'ensemble des partis. Les travaux en huis clos se sont déroulés en présence de l'ensemble du bureau.

La veille, lors de la réunion du groupe de travail de la Majorité, Faustin Boukoubi, le co président du bureau du dialogue poli-

tique et Secrétaire général du PDG, a réaffirmé la prise en compte par son camp des propositions de la phase citoyenne. Un travail qui devait se faire après l'analyse des rapports de cette phase.

« Nous avons mis en place un modus operandi qui, après l'intervention des institutionnelles, des personnalités politiques et des religieux, permettraient au bureau du dialogue politique et aux personnalités de la Majorité et de l'Opposition de se retrouver pour s'imprégner des propositions de la phase citoyenne » a indiqué le secrétaire général du Parti démocratique gabonais.

Ce jeudi matin, la finalisation des travaux internes à chaque camp politique est au menu du programme. A savoir que le calendrier de cette seconde phase du Dialogue politique est désormais disponible sur le site web www.dialoguepolitique2017.ga

Phase II du Dialogue politique

Demandez le programme !

La Majorité et l'Opposition ont arrêté, au cours d'une plénière, le calendrier de la poursuite des travaux du Dialogue politique ainsi que la mise en place des commissions thématiques et l'organisation des relations avec la presse.

Ce programme est arrêté de la manière suivante :

Mercredi 19 avril 2017 : Finalisation des travaux internes à chaque camp politique

Jeudi 20 avril 2017 : Finalisation des travaux internes à chaque camp politique

Vendredi 21 avril 2017 : Travaux en Commissions

Samedi 22 avril 2017 : Travaux en Commissions

Dimanche 23 avril 2017 : Travaux en Commissions

Lundi 24 avril 2017 : Travaux en Commissions

Mardi 25 avril 2017 : Travaux en Commissions

Mercredi 26 avril 2017 : Réunion du Bureau et Plénière de compte rendu des travaux en Commissions

Jeudi 27 avril 2017 : Travaux en Commissions

Vendredi 28 avril 2017 : Travaux en Commissions

Samedi 29 avril 2017 : Réunion du Bureau et Plénière de compte rendu des travaux en Commissions

Dimanche 30 avril 2017 : Travaux en Commissions

Lundi 1er mai 2017 : Travaux en Commissions

Mardi 02 mai 2017 : Travaux en Commissions

Mercredi 03 mai 2017 : Réunion du Bureau et Plénière de clôture des travaux en Commissions - lecture et adoption des Rapports des Commissions

Du Jeudi 04 au lundi 08 mai 2017 : Rédaction des Actes du Dialogue Politique

Mardi 09 mai 2017 : Réunion du Bureau et Plénière d'adoption des actes du Dialogue Politique

Mercredi 10 mai 2017 : Cérémonie solennelle de clôture du Dialogue Politique



Avenir du franc CFA

Débat de fonds à Abidjan

Publié le 16 Avril 2017
www.ledefigabon.com

4

La nouvelle donne économique caractérisée ces deux dernières années par une conjoncture défavorable aux finances publiques des pays membres, les ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales et les présidents des institutions régionales ont réaffirmé leur attachement au principe de solidarité régionale afin d'apporter des réponses concertées et communes aux défis économiques, sociaux et sécuritaires que certains Etats rencontrent.

La réunion qui s'est tenue dernièrement dans la capitale ivoirienne a permis aux pays concernés d'engager un débat de fonds sur la base des analyses réalisées sur la situation et qui a confirmé le recul de la convergence nominale comme de la convergence réelle au sein de la Zone franc au cours de l'année 2016. Une rencontre s'inscrivant dans le principe de la réunion biannuelle et qui a rassemblé les 15 Etats africains, regroupés au sein de l'UEMOA et de la CEMAC.

Les ministres en charge des finances ont discuté de l'avenir de la Zone franc, de la situation économique de ces deux grandes zones économiques, du renforcement du socle de la coopération monétaire et promotion des

échanges commerciaux, de la gouvernance économique, monétaire, financière ainsi que de la coopération et l'intégration économique entre ses membres.

La question des indicateurs de convergence budgétaire en raison du creusement des déficits publics dans tous les Etats la Zone franc a également été évoquée, ainsi que la hausse du niveau d'endettement, dû notamment aux politiques d'investissement public et aux chocs exogènes que certains Etats rencontrent. De ce fait, ils ont ainsi réitéré leur attachement à réduire les déséquilibres budgétaires afin de garantir le bon fonctionnement des unions monétaires et de préserver la soutenabilité des trajectoires de développement.

Parmi les autres sujets mis sur la table : l'initiative Compact with Africa du G20, visant à accroître l'investissement privé, notamment dans les infrastructures, dans les pays d'Afrique subsaharienne. Plusieurs Etats de la Zone franc ont manifesté leur intérêt pour participer à cette initiative, et précisé leurs intentions et leurs attentes. Par ailleurs, les participants ont accepté l'invitation des autorités françaises de tenir la prochaine réunion des ministres des finances de la Zone franc à Paris.

BEAC

Défi de taille pour Mahamat Tolli



Publié le 19 Avril 2017
www.ledefigabon.com

Le Tchadien Abbas Mahamat Tolli a été nommé à la tête de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) lors de la 27e session extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la Cemac tenue à Malabo le 30 juillet 2016, suivant le principe de rotation par ordre alphabétique des États membres institué en 2010.

En fonction depuis le mois de février dernier, il aura comme principale mission de sortir la Cemac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) de la zone de turbulences susceptibles de ralentir son émergence.

Dans ce climat marqué par la détérioration de la situation économique et financière, Abbas Mahamat Tolli est présenté comme l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, au regard de son profil et de son parcours professionnel bien riche. Mais le défi s'annonce titanesque car il s'agit tout simplement d'une transformation profonde de la Cemac pour

permettre de renforcer la résilience et la stabilité à moyen et à long terme.

Au nombre des objectifs à atteindre par la nouvelle équipe dirigeante de la Beac figure en bonne place, l'accélération de la modernisation notamment le statut de la Banque centrale et la finalisation de la politique monétaire afin de hisser l'institution au niveau des meilleurs standards.

Rappelons que le président de la République du Gabon, Ali Bongo Ondimba, a reçu le 16 mars dernier en audience le nouveau gouverneur de la BEAC. Première rencontre avec le chef de l'Etat depuis sa nomination Abbas Mahamat Tolli a tenu à recueillir les conseils et les orientations du président de la République alors qu'il prenait officiellement ses fonctions au sein de cet établissement public multinational regroupant les six Etats membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Par ailleurs, Ali Bongo Ondimba et son hôte ont échangé leurs points de vue sur la conjoncture économique de la sous-région et sur les projets de développement impulsés dans notre pays par le chef de l'Etat.



Développement minier

BGFI Investment Banking prête à y contribuer

Publié le 20 avril 2017
www.ledefigabon.com

6

Le ministre des Mines, Christian Magnagna, a reçu récemment en audience Marlène Ngoyi, directrice générale de BGFI Investment Banking, qui a évoqué avec son hôte, les domaines miniers pour lesquels son établissement bancaire pourrait ouvrir son portefeuille.

Le gouvernement a décidé de booster le développement du secteur minier, afin d'accroître sa contribution au Produit intérieur brut (PIB) national. Cette ambition se veut porteuse d'espoirs dans le cadre de son plan de relance et de diversification de l'économie gabonaise.

L'aspiration des plus hautes autorités du pays intègre à la fois la recherche et l'exploitation minières, des activités qui nécessitent de gros financements, pour lesquels la première banque gabonaise accorde un intérêt stratégique. La disponibilité exprimée par Marlène Ngoyi arrive donc à point nommé.

Les mines sont en effet attendues plus que par le passé à jouer un rôle plus accru dans

l'économie nationale. Raison pour laquelle le ministre Magnagna ne cesse de mobiliser ses collaborateurs pour accélérer les réformes.

Le 17 mars dernier, un tour d'horizon des principaux dossiers a eu lieu dans la salle des réunions du Secrétariat général du Ministère des Mines, à la faveur d'une réunion de cabinet convoquée et présidée par le patron de ce département ministériel. Un véritable oral pour les collaborateurs du ministre, invités par lui à communiquer sur les actions déjà menées et celles en cours.

Ces communications ont donc porté, au-delà du propos introductif du ministre des Mines qui a par ailleurs demandé aux personnes promues dans son cabinet de se présenter à leurs nouveaux collègues, sur quatre points fondamentaux : la situation des travaux du Comité technique chargé de la coordination des activités des Directions Générales, la situation du projet de l'adhésion du Gabon au Processus de Kimberley, la situation du dossier de révision du Code minier et la révision du cadre organique du département.

Coopération dans les TIC et la poste

Entente entre Tunis et Libreville



Publié le 22 avril 2017
www.ledefigabon.com

Le mémorandum signé a pour objectif d'instaurer un échange régulier d'informations, d'expériences et de compétences dans le domaine des services postaux, la promotion des échanges en matière de formation et de recherche et l'établissement d'un mécanisme de concertation pour harmoniser les positions des deux pays dans les instances et les organisations internationales spécialisées dans le domaine des TIC.

Deux accords supplémentaires ont également été signés : un accord de coopération entre le technopole d'El Ghazala et l'incubateur de Libreville et un mémorandum d'entente entre la société gabonaise Logiciels et Services et la société tunisienne Proxym.

Les différents accords ont été officialisés dans le cadre du SITIC Africa 2017 de Tunis, le Salon international des technologies

de l'information et de la communication, entre le ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de l'Economie numérique, de la Communication, de la Culture et des Arts, Jean Olivier Koumba Mboumba et le ministre tunisien de l'Economie numérique, Anouar Maarouf.

Cette visite ministérielle en Tunisie a également été l'occasion de rencontrer plusieurs acteurs du numérique de ce pays. Parmi ceux-ci : SoftSys, société spécialisée dans le développement numérique associé au secteur médical. DigitUs est aussi venue témoigner de son ambition de développer au Gabon une plate-forme de porte-monnaie numérique. OmniaCom souhaite pour sa part apporter son expertise dans le développement de la couverture numérique et de la connectivité.

ABG Formation, spécialisée dans la formation au management et à la sécurité bancaires, s'intéresse également au marché Gabonais, à l'instar de BNS Engineering, opérant dans la conception de solutions de développement informatique.

Par ailleurs, lors d'un entretien avec le responsable régional des TIC pour la Banque africaine de développement, la délégation gabonaise a évoqué la question d'un appui de cette institution financière relatif à la phase III du câble numérique pour la zone sud entre Tchibanga, Gamba et Port-Gentil.



Tourisme

Les Marocains intéressés par le Gabon

Publié le 22 avril 2017
www.ledefigabon.com

8

Le potentiel touristique gabonais est énorme. Les investisseurs Marocains souhaitent prendre en considération cette opportunité actuellement. Parmi une délégation d'hommes d'affaires récemment en visite au Gabon, une frange non négligeable serait très intéressée par le secteur touristique.

Avec un nombre de visiteurs estimé autour de 100 000 par an, le Gabon peut aller de l'avant car la capacité d'accueil du pays peut être bien au-delà. Le pays compte, en effet, un peu plus de 2800 kilomètres de côte et environ 3 millions d'hectares de superficie de parcs nationaux, renfermant une faune et une flore assez attrayantes.

Pour l'instant, la contribution du Tourisme au PIB du Gabon est estimée à hauteur de 3%. Le secteur emploie déjà un peu plus de 10 000 personnes. Les promoteurs de la destination Gabon sont conscients qu'il est tout à fait possible de développer cette potentialité

de manière conséquente, dans le but d'augmenter les recettes.

Dans un contexte marqué par la nécessité de diversifier l'économie du pays, les autorités Gabonaises souhaitent séduire des nouveaux investisseurs. L'apport de nouvelles expériences en la matière est également séduisant, étant donné le succès de certains acteurs marocains dans le domaine du tourisme.

Mais les investisseurs marocains souhaitent un coup de pouce des autorités gabonaises pour booster le secteur. «Nous espérons que le gouvernement gabonais va nous accompagner et nous appuyer dans cet élan», a affirmé un homme d'affaire Marocain lors de sa visite de travail au Gabon.

En tous cas, la promotion du tourisme au Gabon fait partie des priorités des dirigeants du pays. Le renforcement de la coopération avec l'Afrique du Sud, qui accueille déjà environ 10 millions de touristes par an, est également sur la bonne voie.